



DECLARATION DU SECRETAIRE GENERAL LORS DE LA REUNION TRIPARTITE DU 7 DECEMBRE 2018 AU MINISTERE DU TRAVAIL

Mesdames et messieurs les Ministres,

Mesdames et messieurs,

Le 9 octobre dernier entre 160 000 et 300 000 salariés manifestaient partout en France à l'appel de syndicats, dont Force Ouvrière. C'était bien plus que les manifestations des derniers samedis. Ces manifestations – bien que troublées déjà par des phénomènes violents que nous dénonçons – étaient pacifiques et organisées.

En tête de l'appel à manifester figuraient notamment, je cite :

- Pour une augmentation générale des salaires, des retraites et pensions, des traitements et minima sociaux !
- Pour un Service public accessible partout et pour tous !

« *Une manifestation après d'autres et avant d'autres* » semblait être l'état d'esprit de nos interlocuteurs, gouvernement et employeurs.

Nous l'avons pourtant dénoncé, nous avons alerté aussi : depuis trop longtemps le dialogue social et la négociation collective étaient au mieux vu comme une caution quand il n'était pas perçu comme une contrainte. A tel point que le terme de « concertation » est désormais connoté négativement.

Ils sont pourtant, avec la liberté syndicale, au cœur de la constitution de l'Organisation internationale du travail dont on célèbre le centenaire.

Le paritarisme, aujourd'hui, constitutif de nos systèmes de protection sociale collective subit le même sort.

Il aura fallu que se déclenche le mouvement dit des « gilets jaunes », expressions de colères, de sentiment de déclassement ou d'abandon, qu'il s'amplifie, pour que commence à être entendues les difficultés que rencontrent nos concitoyens, et, en particulier les salariés, et que l'on se souvienne des organisations syndicales.

Ces difficultés sont celles des fins de mois plus difficiles, du coût du transport pour se rendre au travail, travailler, se former pour les jeunes notamment, ou se déplacer nécessairement pour les retraités quand les services publics ne sont plus là, quand les commerces désertent les bourgs et centre villes. Elles sont aussi celles de se loger.

Tout de suite, Force Ouvrière a appelé à répondre par deux mesures immédiates qui avaient été au déclenchement du mouvement : généraliser la prime transport pour celles et ceux qui n'ont d'autre choix que d'utiliser leur véhicule pour se rendre au travail et mettre en place un moratoire sur les taxes.

Nous avons appelé une réunion des interlocuteurs sociaux sous l'égide du ministère du travail, à l'image des commissions mixte de branche.

Nous y sommes, nous l'espérons. Il était temps, plus que temps. Faisons-en sorte qu'il ne soit pas trop tard.

Cette réunion doit être l'engagement d'un processus de négociation qui conduise à la mise en place rapide de la prime transport. Là encore c'était une revendication syndicale. FO l'avait formulée en 2005. Elle a pris la forme en 2008 d'une disposition favorisant cette possibilité dans le cadre d'accords d'entreprises. Force est de constater, ici, que le seul renvoi à la négociation d'entreprise n'est pas porteur systématiquement de résultats et de progrès, et que l'encadrement par la négociation de branche demeure essentiel, à l'encontre des réformes récentes du code du travail. Cet aspect doit donc également faire partie de nos discussions.

La prime de pouvoir d'achat, évoquée par le gouvernement et les employeurs, serait sans doute bienvenue pour nombre de salariés.

Le retraités et pensionnés, pénalisés par la hausse de la CSG et la perte de pouvoir d'achat induite par l'insuffisante revalorisation des pensions, ne doivent pas être laissés sur le bord du chemin.

Mais, plus largement, il faut ouvrir la perspective de négociations conduisant à l'augmentation des salaires.

Pour FO, vous le savez, les deux leviers du SMIC et du point d'indice de la Fonction publique, doivent être actionnés. Nos revendications en la matière sont connues.

Il faut relancer le processus de négociations dans les branches, à commencer par celles où les minima demeurent en dessous du SMIC.

FO appelle d'ailleurs ses syndicats à agir dans les entreprises comme au niveau des branches pour obtenir ces négociations.

Je le redis avec force, les salaires ne doivent pas, car ils ne le sont pas, être considérés comme ennemis du climat.

Oui, il y a une urgence climatique, oui, Force Ouvrière estime urgent d'agir – et nous sommes d'ailleurs avec la Confédération syndicale internationale, en ce moment même, en Pologne pour militer en faveur des mesures indispensables pour réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Mais la transition écologique pour qu'elle soit effective doit être une transition juste, ne pas laisser pour compte ni pénaliser les moins favorisés, les travailleurs et leurs familles.

Les salaires ne sont pas, non plus, l'ennemi de l'économie et de l'emploi, comme on l'entend depuis longtemps trop souvent.

On ne peut pas nous expliquer que la suppression de l'ISF – qui redonne du pouvoir d'achat aux plus riches – avait pour but de soutenir le financement de l'économie – ce qui reste à démontrer – et nous le refuser quand il s'agit d'augmenter les salaires.

Cela m'amène à deux questions qui ont émergé désormais, celle de la fiscalité et des services publics.

FO conteste de longue date une fiscalité de plus en plus assise sur l'impôt indirect – les taxes – et revendique une refondation de l'impôt progressif, afin de revenir une « répartition égale entre tous les citoyens, en raison de leurs facultés » comme l'avaient inscrit les révolutionnaires de 1789 dans la déclaration des droits de l'homme et du citoyen.

FO appelle aussi depuis longtemps à ce que cesse l'enchaînement sans fin des dites « réformes » de l'Etat et de la fonction publique, essentiellement guidées par la réduction de la dépense publique – terminologie qui devraient d'ailleurs être bannies – pour lui substituer celle d'investissement de la nation pour l'égalité et la fraternité dont ont tant besoin nos concitoyens sur l'ensemble du territoire. Un débat doit s'engager sur les besoins aujourd'hui et sur les moyens et leur financement indispensables.

Il y a une urgence, en France comme au niveau européen, elle est de mettre l'économie au service de la justice sociale et environnementale.